



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 29 mai 1967  
à 15 h 25

NEW YORK

## S O M M A I R E

	Pages
Inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour . . . . .	65
Point 21 de l'ordre du jour: Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social . . . . .	65
Point 29 de l'ordre du jour: Mesures à prendre à la suite des inondations de l'Euphrate . . . . .	69
Organisation des travaux . . . . .	70

Président: M. Milan KLUSÁK  
(Tchécoslovaquie).

## Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Cuba, Japon.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

### Inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour (E/4381)

1. Le PRESIDENT attire l'attention des membres du Conseil sur la lettre qu'il a reçue du représentant permanent de l'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/4381) demandant l'inscription à l'ordre du jour de la présente session d'une question supplémentaire intitulée "Mesures à prendre à la suite des inondations de l'Euphrate".

2. M. RAHNEMA (Iran) décrit les ravages causés par les inondations en Irak et en Syrie, où les pertes subies par l'agriculture et l'élevage s'élèveront probablement à des centaines de millions de dollars et auront de graves incidences sur le développement économique.

3. Il propose que le Conseil, comme il l'a déjà fait dans des cas analogues, prenne une décision, si possible immédiatement, au sujet des mesures à prendre.

4. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie l'inscription de cette question à l'ordre du jour, ainsi que la proposition du représentant de l'Iran.

5. Le PRESIDENT propose au Conseil d'approuver l'inscription à l'ordre du jour de la question intitulée "Mesures à prendre à la suite des inondations de l'Euphrate", qui sera examinée dès que le Conseil sera saisi du projet de résolution en cours d'élaboration.

Il en est ainsi décidé.

## POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social (E/4313)

6. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur les changements (E/4313) que le Secrétaire général propose d'apporter à certains articles du règlement intérieur du Conseil, conformément à la section III de la résolution 1156 (XLI).

7. Sur la proposition de M. CHADHA (Inde), le PRESIDENT invite les membres du Conseil à étudier ces modifications, article par article.

## Article 2

8. M. VARELA (Panama), appuyé par M. ATTIGA (Libye), regrette que le texte proposé ne précise pas le mois du deuxième trimestre au cours duquel doit se tenir la première session. En effet, si celle-ci doit se tenir, comme c'est le cas pour la présente session, en mai et juin, il reste fort peu de temps aux délégations pour étudier comme il convient la documentation préparée pour la deuxième session puisque, en raison du délai de six semaines qui doit la séparer de la session de l'Assemblée générale, cette session ne peut se réunir après le 15 juillet.

9. Il souhaiterait donc, à condition que sa suggestion ne suscite pas un débat trop prolongé, que les mots "du premier mois" soient insérés entre les mots "au cours" et les mots "du deuxième trimestre".

10. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) partage les préoccupations des représentants du Panama et de la Libye. Cependant, il fait observer que ce n'est qu'à la session précédente que le Conseil a adopté les nouvelles dispositions destinées à assurer une répartition plus équilibrée des questions entre ses deux sessions, dispositions qui exigent un rajustement du calendrier des réunions des organes subsidiaires du Conseil. Il estime donc qu'il serait prématuré d'inscrire dans le règlement intérieur des dispositions trop strictes qui risqueraient de devoir être bientôt modifiées à nouveau. En effet, si la présente session, par exemple, n'a pas pu avoir lieu en avril, c'est que les prévisions budgétaires nécessaires à l'examen du Programme de travail de

L'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme n'étaient pas encore établies à ce moment; le Comité du programme et de la coordination doit d'ailleurs formuler des propositions suscitées par les difficultés qu'il a lui-même éprouvées dans ses travaux. Il est également peu probable qu'en 1968 la première session puisse avoir lieu au mois d'avril, en raison des sessions du Conseil du commerce et du développement et du Conseil du développement industriel. Le libellé de l'article 2 du règlement intérieur doit donc, selon la délégation des Etats-Unis, demeurer aussi souple que possible.

11. M. VIAUD (France) croit comprendre que la nouvelle répartition des questions entre les deux sessions du Conseil a pour objet de consacrer la première session à l'examen des rapports des commissions techniques, surtout dans le domaine social, et la seconde à l'examen des questions économiques et de coordination. Si tel est le cas, M. Viaud penche en faveur de la proposition des représentants du Panama et de la Libye. En effet, le Conseil risque de souffrir d'un excès de souplesse s'il élimine la fixation d'une date précise pour l'ouverture de la première session, qui permet, à son tour, de fixer les dates des sessions de ses organes subsidiaires et facilite l'établissement du plan des conférences de l'Organisation.

12. Comme l'a justement fait observer le représentant des Etats-Unis, l'étude de la coordination ne peut avoir lieu au mois d'avril, mais l'expérience prouve que le Comité du programme et de la coordination ne dispose pas non plus au mois de mai des prévisions budgétaires nécessaires. Il serait donc préférable que le Conseil tienne sa première session en avril, les dates des sessions des commissions techniques étant fixées en fonction de cette décision, et inscrive l'examen du programme à l'ordre du jour de sa session d'été, comme les questions de coordination.

13. M. RANKIN (Canada) partage le point de vue du représentant des Etats-Unis, tout en comprenant la préoccupation des autres orateurs. De nouveaux ajustements seront sans doute nécessaires dans le programme des réunions des commissions techniques et surtout du Comité du programme et de la coordination, qui doit préparer les travaux du Conseil et devrait donc se réunir avant sa session et non pas en même temps. Il pense donc que le Conseil aurait intérêt à adopter le texte proposé par le Secrétaire général, quitte à le modifier éventuellement à la lumière de l'expérience.

14. M. ATTIGA (Libye) comprend le désir des représentants des Etats-Unis et du Canada de laisser une latitude suffisante aux commissions techniques et de donner au Conseil la possibilité de fixer peu à peu son calendrier à la lumière de l'expérience; il estime cependant, comme le représentant de la France, qu'en fixant l'ouverture de sa première session avec aussi peu de marge que possible, le Conseil faciliterait l'établissement du calendrier des réunions de ses organes subsidiaires.

15. M. VARELA (Panama) insiste sur le fait que l'examen des questions prévues pour la seconde session,

aux termes de la résolution 1156 (XLI) du Conseil, implique une documentation volumineuse — notamment pour les rapports des commissions régionales et la coordination —, qui doit être étudiée très soigneusement si l'on veut que le Conseil prenne des décisions rationnelles. Avec la modification qu'il a suggérée, le texte proposé demeurerait plus souple que le texte actuel de l'article 2, tout en assurant un délai suffisant entre les deux sessions du Conseil.

16. Si le Conseil adopte tel quel le texte proposé, il pourrait en même temps prier le Secrétariat de faire en sorte que la session de printemps commence au mois d'avril.

17. M. ATTIGA (Libye) appuie cette dernière suggestion et propose qu'il soit pris acte du désir du Conseil que la première session ait lieu au mois d'avril.

18. M. RAHNEMA (Iran) appuie cette proposition car il estime que, si la souplesse est nécessaire, elle ne doit pas s'assimiler au flottement et que la fixation de l'ouverture de la première session au mois d'avril permettrait aux autres organes d'établir le calendrier de leurs réunions dans des délais raisonnables.

19. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) partage également cette opinion et trouve que le Conseil aurait intérêt à conserver le présent libellé de l'article 2 qui lui assure une latitude suffisante, étant entendu qu'il peut, en cas de besoin, décider de retarder l'ouverture de la première session.

20. Après un échange de vues auquel participent M. CHADHA (Inde), M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique), M. TAYLOR (Royaume-Uni), M. VARELA (Panama), M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. RAHNEMA (Iran) et le PRESIDENT, M. ATTIGA (Libye) reconnaît qu'il serait inutile d'adopter le texte proposé par le Secrétaire général en adressant au Secrétariat une recommandation qui équivaudrait pratiquement à revenir aux dispositions de l'ancien texte. Il retire donc sa proposition antérieure et propose au Conseil de ne pas modifier l'article 2 de son règlement intérieur.

*Le texte actuel de l'article 2 est maintenu.*

21. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) fait observer que la décision de tenir la première session du Conseil en avril aura certaines conséquences. En 1968, par exemple, il est probable qu'il devra se réunir en même temps que le Conseil du développement industriel et que sa session coïncidera avec celle de l'une des commissions techniques. La décision prise semble donc s'éloigner quelque peu de la résolution 1156 (XLI) du Conseil.

22. M. VIAUD (France) voit mal pourquoi le Conseil se préoccuperait plus des sessions du Conseil du développement industriel que de celles du Conseil du commerce et du développement. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel devant en effet avoir une vie largement indépendante de celle du Conseil économique et social, des considérations extérieures ne doivent pas influencer les décisions de ce dernier.

23. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) souligne qu'il a été dit que le Conseil pourrait, le cas échéant, tenir compte de considérations pratiques.

24. M. ATTIGA (Libye) dit que, en tout état de cause, il faudra prévoir une période de transition. Peut-être le Conseil ne sera-t-il pas à même, en 1968, d'examiner tous les rapports dont il sera saisi, mais une telle situation ne saurait être que temporaire.

25. Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat tiendra compte des observations des délégations lorsqu'il appliquera l'article 2 du règlement intérieur.

#### Article 4

26. Le PRESIDENT rappelle que l'amendement proposé consiste à porter de "deux" à "trois" le nombre des vice-présidents et à compléter la note 2 par le membre de phrase "ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique".

*L'amendement à l'article 4 est adopté.*

#### Article 19

27. Le PRESIDENT rappelle que les amendements proposés sont les suivants: a) remplacer "24 heures" par "une semaine" dans la première phrase; b) ajouter la phrase: "Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères"; c) remplacer le mot "représentants" par "représentant" dans la dernière phrase.

28. M. CHADHA (Inde) ne comprend pas le bien-fondé de ces amendements. En effet, comme l'a souligné le Secrétaire général au paragraphe 1 de sa note (E/4313), le Conseil économique et social doit examiner les changements nécessaires en tenant compte notamment de l'accroissement du nombre de ses membres et des modifications apportées à l'agencement de ses réunions. Le premier changement proposé n'apporterait aucune amélioration; si la règle des "24 heures" n'est pas observée, le délai "d'une semaine" ne le sera certainement pas davantage, bien au contraire. Il voudrait donc mieux s'efforcer de faire respecter la règle actuelle. En ce qui concerne le deuxième amendement, il semble qu'il s'explique uniquement par le désir d'aligner la procédure suivie sur celle des autres organes (Assemblée générale, Conseil de sécurité, Conseil de tutelle). De l'avis de M. Chadha, cette raison n'est pas suffisante. Il pense que seuls les changements indispensables devraient être effectués.

29. Il accepte volontiers le troisième amendement qui, selon lui, consiste simplement à rectifier une faute d'impression.

30. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) partage les vues du représentant de l'Inde sur les différents amendements proposés. Il fait remarquer qu'en pratique, le délai de 24 heures ne soulève pas de difficulté; celui d'une semaine n'ajoute rien. Quant à l'autorité conférant les pouvoirs, M. Astafyev ne s'oppose pas à ce que ce soit le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, mais il fait observer que, dans certains pays, ce n'est pas le cas. Il ne voit pas pourquoi on leur imposerait cette règle.

Ce qui importe, c'est que le représentant exprime l'opinion de son pays et l'on ne connaît pas d'exemple du contraire. A la rigueur, on pourrait ajouter une précision en demandant que les pouvoirs soient conférés "officiellement". Ceci devrait suffire à titre de garantie. M. Astafyev approuve le troisième amendement.

31. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) partage également les vues du représentant de l'Inde. En ce qui concerne le deuxième amendement, il note que les pouvoirs doivent "émaner" de l'une des autorités indiquées, mais non être "signés" par elle. Par conséquent, dans le cas où la signature est donnée par quelque autre autorité mandatée par l'autorité conférant les pouvoirs, elle doit être également valable. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas lieu de changer la règle actuelle.

32. M. RAHNEMA (Iran) note que tous les membres du Conseil semblent s'accorder sur la nécessité du troisième amendement. En ce qui concerne le deuxième amendement, la délégation iranienne n'a pas de préférence pour l'une ou l'autre solution. Quant au premier amendement, il pense qu'il a surtout une valeur psychologique. Il est plus difficile d'invoquer des raisons d'enfreindre la règle "d'une semaine" que celle de "24 heures". C'est là l'intérêt du changement proposé.

33. M. BERGQUIST (Suède) approuve l'opinion exprimée par les orateurs qui l'ont précédé en ce qui concerne les deux premiers amendements proposés, mais il rejette également le troisième. En effet, à son avis, il est parfois utile d'avoir deux représentants au lieu d'un et cela s'est produit dans d'autres organes. D'autre part, l'article 18 ne s'y oppose pas formellement.

34. M. HUDA (Pakistan) souscrit aux idées exprimées par le représentant de l'Inde. Il préférerait que la règle des "24 heures" soit maintenue. D'autre part, il pense que le texte est plus souple sans l'insertion du deuxième amendement. Quant au troisième amendement, il pense que les changements devraient également être effectués dans le reste du texte, notamment dans la première phrase.

35. M. ATTIGA (Libye) estime que les suggestions du représentant de l'Inde sont fort utiles. Il désire toutefois insister sur un point particulier en ce qui concerne l'attribution des pouvoirs. Très souvent, le chef de la mission d'un pays est également représentant. Avec le deuxième amendement, il devrait être spécialement accrédité par l'autorité compétente au deuxième titre. Ceci soulève des difficultés dans la pratique. Il vaudrait donc mieux conserver le texte actuel. Il suffirait de s'assurer que les pouvoirs sont accordés en bonne et due forme. M. Attiga, notant que la délégation suédoise s'oppose au troisième amendement, rappelle que, dans la Charte des Nations Unies, de même que dans le règlement intérieur du Conseil et celui d'autres organes des Nations Unies, il n'est question que d'un représentant.

36. M. FERNANDINI (Pérou) se déclare favorable au maintien du texte actuel de l'article 19 en ce qui concerne les deux premiers changements proposés. Il souligne notamment la nécessité d'accorder

une certaine latitude aux gouvernements intéressés en ce qui concerne l'autorité dont émanent les pouvoirs des représentants. D'autre part, il ne pense pas que le premier amendement soit souhaitable, même d'un point de vue psychologique. Il approuve le troisième amendement à savoir la nomination d'un représentant unique.

*Le texte actuel de la première phrase de l'article 19 est maintenu.*

37. Le PRESIDENT note que personne n'a appuyé le deuxième amendement. Il est donc abandonné.

38. Le PRESIDENT pense que le terme de "représentants" a un sens très général. Toutefois, il est tout disposé à mettre la question aux voix. Dans ce cas, le changement porterait sur le terme "représentants" dans la première et la dernière phrase de l'article 19.

39. M. BERGQUIST (Suède) déclare qu'il n'insistera pas pour que sa proposition soit mise aux voix, mais tient tout de même à indiquer que l'article 18 a été repris par des organes subsidiaires du Conseil économique et social.

40. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que, dans la version russe, le libellé actuel de l'article 19 est satisfaisant. En outre, il arrive parfois que les pays changent de représentant en plein Conseil. Ce serait donc peut-être une erreur que d'adopter la règle du représentant unique.

41. Le PRESIDENT pense que si le changement s'impose, c'est essentiellement dans la version anglaise du texte; en mettant le terme au singulier, on se conformerait à la terminologie de l'article 18.

42. M. UY (Philippines) note avec satisfaction que le représentant de la Suède accepterait que le terme soit mis au singulier dans la dernière phrase de l'article 19. En tout état de cause, il ne peut jamais y avoir plus d'un représentant à la fois. Par contre, M. Uy ne saurait approuver le même changement dans la première phrase de l'article 19, car ici on se réfère à tous les représentants de tous les pays membres du Conseil.

43. M. ATTIGA (Libye) appuyé par M. CHADHA (Inde) approuve entièrement cette idée. Il rappelle à ce sujet le libellé du paragraphe 4 de l'Article 61, de la Charte des Nations Unies.

44. Le PRESIDENT suggère que, selon la volonté générale, le changement ne s'applique qu'à la dernière phrase, où le terme "représentants" sera mis au singulier.

*Le troisième amendement à l'article 19 est adopté.*

#### *Article 23*

45. M. VIAUD (France) approuve la modification proposée en ce qui concerne les vice-présidents du Conseil, qui sont choisis principalement en fonction du groupe géographique auquel ils appartiennent. Par contre, il lui serait difficile d'approuver un remplacement de caractère aussi automatique pour le Président lui-même, qui, en raison de la place qu'occupe le Conseil parmi les organes de l'ONU, est une autorité désignée non seulement en fonction

de sa nationalité, mais aussi de sa personnalité propre. Il serait donc préférable, s'il faut prévoir le cas du remplacement du Président alors que le Conseil n'est pas en session, que le Président lui-même ou le Secrétaire général consulte par télégramme les membres du Conseil au sujet du candidat envisagé.

46. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'ici encore on se trouve en présence d'un amendement inutile. En effet, le Bureau n'est pas surchargé de travail entre deux sessions du Conseil et, de toute manière, en cas de vacance, les membres restants du Bureau pourraient aisément s'acquitter de leur tâche. En outre, en nommant au poste de Président par intérim une personne peu informée des travaux du Conseil, on risque de limiter le choix de cet organisme lors de la session suivante. M. Blau pense donc qu'en cas de vacance entre deux sessions du Conseil, la nomination devrait être reportée à la séance suivante.

47. M. UY (Philippines) déclare que l'amendement proposé paraît vouloir anticiper indûment l'avenir. Comme l'a dit le représentant des Etats-Unis, dans l'intervalle entre deux sessions, les tâches à accomplir sont assez réduites. Si, toutefois, l'un des comités que le Conseil constitue à chaque session est appelé à se réunir, il pourrait siéger en séance plénière du Conseil et l'on pourrait élire simplement l'un des vice-présidents au poste vacant, comme le prévoit le règlement. La modification proposée ne ferait que compliquer la procédure et entraver le bon fonctionnement du Conseil. M. Uy préférerait donc que le texte actuel soit maintenu.

48. M. ATTIGA (Libye), appuyé par M. HUDA (Pakistan), affirme à son tour qu'il ne voit aucune raison de changer le texte de l'article 23. Tel qu'il est, il tient compte de toutes les éventualités.

49. M. VIAUD (France) aurait préféré que l'on modifie l'article 23 dans le sens de sa proposition, mais il se conformera à la tendance générale et n'insistera pas pour la mettre aux voix.

*Le texte de l'article 23 est maintenu.*

#### *Articles 26 et 27*

50. M. BERGQUIST (Suède) ne voit pas la nécessité de modifier le texte de l'article 26 étant donné qu'à la première phrase, il est dit que "le Conseil peut, à chaque session, constituer les comités qu'il juge nécessaire..." L'expression est assez générale pour s'appliquer à la fois aux comités pléniers et aux comités restreints.

51. Le PRESIDENT déclare qu'à son avis l'amendement se justifierait par le changement apporté au texte de l'article 27, où il est dit que ce sont les membres des comités "restreints" qui sont désignés par le Président. Cette précision explique celle qui est apportée au texte de l'article 26.

52. M. UY (Philippines) approuve les amendements proposés.

53. M. ATTIGA (Libye) estime que les précisions apportées aux textes des articles 26 et 27 se justifient amplement. En particulier, l'expression "comités pléniers" se trouve ainsi clairement définie.



54. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) se demande si les amendements proposés concernent les comités pléniers et les comités restreints ou ces derniers seulement. D'après le nouveau texte de l'article 26, il semble que le Président peut nommer les membres de l'un ou l'autre comité. Par contre, aux termes de l'article 27, il ne nomme que les membres des comités restreints, ce qui, d'ailleurs, a toujours été le cas.

55. M. UY (Philippines) indique que l'expression "comités restreints" figurant à l'article 27 désigne des comités créés pour remplir certaines fonctions précises lorsque des mesures doivent être prises rapidement. Il n'y a aucune incompatibilité entre de tels comités et les comités pléniers. Ces derniers, au nombre de trois — Comité social, Comité économique et Comité de coordination — sont normalement saisis de toutes les questions à l'ordre du jour du Conseil. M. Uy ne voit donc pas pourquoi, dans ces conditions, il serait nécessaire de nommer d'autres comités pléniers.

56. Les amendements proposés sont donc logiques et ont le mérite de rendre les textes plus clairs.

57. Le PRÉSIDENT, approuvant l'interprétation donnée par le représentant des Philippines, explique que l'institution des comités pléniers ou restreints fait l'objet de l'article 26. Seulement, s'ils sont restreints, l'article 27 s'applique.

58. M. ATTIGA (Libye) estime que si le Conseil avait pu disposer du nouveau texte de l'article 26 quelques jours auparavant, ses travaux se seraient trouvés considérablement facilités.

59. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne partage pas l'avis du représentant des Philippines. Il est en effet difficile de dire à l'avance si un comité sera restreint ou non. Cela dit, la délégation soviétique n'a aucune objection en ce qui concerne les amendements proposés aux articles 26 et 27.

60. M. UY (Philippines) dit que sa délégation votera pour le nouveau texte de l'article 27, étant entendu qu'elle ne voit dans son vote aucune restriction de l'autorité du Conseil.

*Les amendements aux articles 26 et 27 sont adoptés.*

## POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR

### Mesures à prendre à la suite des inondations de l'Euphrate (E/L.1161)

61. M. RAHNEMA (Iran) dit que la situation se passe de commentaires. Pour ce qui est de l'Irak, le Président du Croissant-Rouge irakien a déclaré que plus de 5 000 familles avaient besoin d'aide, que la situation se détériorait rapidement et que les volontaires de cette organisation étaient déjà à l'œuvre dans la région. En Syrie, la situation est tout aussi tragique: plus de 30 000 personnes sont sans abri et le bilan de la catastrophe dépasse déjà celui du désastre de 1928.

62. Compte tenu des liens qui l'unissent aux habitants de ces régions, l'Iran, comme les autres auteurs du projet de résolution présenté au Conseil (E/L.1161), a voulu exprimer sa sympathie aux peuples et aux

gouvernements de ces deux pays. Outre cet appui moral, le projet de résolution rappelle la résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale relative à l'assistance en cas de catastrophe naturelle, qui approuve la proposition du Secrétaire général tendant à ce qu'il soit autorisé à prélever des crédits sur le fonds de roulement pour les secours d'urgence. Ce projet adresse, en outre, un appel aux Etats Membres pour qu'ils prêtent toute l'assistance qu'ils seront en mesure de fournir aux régions sinistrées.

63. La délégation iranienne vient d'être informée que le Secrétaire général avait envoyé un message aux gouvernements de l'Irak et de la Syrie et qu'il avait donné des instructions aux représentants résidents dans ces deux pays pour qu'ils étudient avec les autorités compétentes les modalités de l'aide à fournir.

64. En conclusion, le représentant de l'Iran espère que le projet de résolution obtiendra l'appui unanime du Conseil et que ce dernier pourra l'adopter immédiatement afin d'en renforcer la valeur psychologique.

65. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) dit que l'un des avantages du système des organisations internationales est son aptitude à répondre rapidement aux besoins de ses membres lorsqu'ils sont frappés par une catastrophe naturelle. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a déjà offert un secours de 10 000 dollars pour venir en aide aux sinistrés de l'Euphrate, sera heureux de se joindre aussi à l'effort international.

66. M. VIAUD (France) rappelle que le Conseil économique et social a déjà eu à plusieurs reprises l'occasion d'être saisi de semblables événements tragiques et qu'il s'est toujours efforcé de prendre rapidement les mesures nécessaires. A cet égard, on peut rappeler que ce sont les tragédies qui ont frappé le Chili et le Maroc qui ont été à l'origine de la résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale. En tout état de cause, la délégation française, dont la sympathie va aux Etats et aux populations touchés par ce nouveau désastre, appuiera le projet de résolution E/L.1161. Elle estime toutefois que, pour que ce projet ait l'effet moral et psychologique recherché par le représentant de l'Iran, il serait utile que tous les membres du Conseil figurent sur la liste des auteurs. La délégation française, pour sa part, est prête à se joindre à ces derniers.

67. M. ATTIGA (Libye) dit que sa délégation est sensible à la proposition du représentant de la France. La valeur d'une telle résolution étant surtout psychologique, l'appui moral qu'en tireraient les populations sinistrées n'en serait que plus grand si elle avait pour auteurs tous les membres du Conseil.

68. M. CHADHA (Inde), M. UY (Philippines), M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. BERGQUIST (Suède), M. BILGE (Turquie) et M. CHAMFOR (Cameroun) expriment la sympathie de leur délégation aux peuples et aux Gouvernements de l'Irak et de la Syrie et déclarent qu'ils voteront pour le projet de résolution.

69. M. CONSTANTIN (Roumanie), M. VARELA (Panama), M. RANKIN (Canada), M. TEVOEDJRE

(Dahomey), M. MEYER PICON (Mexique), M. DEL-PREE (Guatemala), M. WOULBROUN (Belgique), M. NAVA CARRILLO (Venezuela), M. JURZA (Tchécoslovaquie) et M. TAYLOR (Royaume-Uni) expriment la sympathie de leur délégation aux peuples et aux Gouvernements de l'Irak et de la Syrie et déclarent qu'ils voteront pour le projet de résolution E/L.1161 et que leur pays désire figurer sur la liste des auteurs.

70. M. RAHNEMA (Iran) regrette de n'avoir pu, compte tenu de l'urgence de la situation, consulter toutes les délégations avant de présenter le projet de résolution E/L.1161. Cela étant, les auteurs de ce projet n'en sont que plus sensibles aux expressions de sympathie des membres du Conseil.

71. M. HILL (Sous-Secrétaire aux affaires inter-organisations) déclare que, dans le message de condoléances qu'il a adressé aux Gouvernements de l'Irak et de la République arabe syrienne, le Secrétaire général a offert, au nom de l'Organisation des Nations Unies et en celui des institutions spécialisées, de fournir toute l'aide possible dans le cadre des ressources disponibles. Conformément à la procédure prévue par le Comité administratif de coordination, il est entré en rapport avec les représentants résidents dans chacun des deux pays sinistrés pour rechercher avec eux le type d'assistance qui serait le plus utile; l'un de ces pays a déjà répondu. Il s'est également mis en rapport avec les institutions spécialisées, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge.

72. Compte tenu de l'insuffisance des ressources dont il dispose, l'aide que peut fournir le Secrétaire général dans le cadre de la résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale ne peut être que symbolique et doit être complétée par les contributions volontaires des Etats. A longue échéance cependant, grâce à l'aide du PAM, de l'Organisation mondiale de la santé, de la Croix-Rouge et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, cette assistance pourra être considérable.

73. En conclusion, le Sous-Secrétaire aux affaires interorganisations rappelle qu'il existe un manuel de l'aide internationale en cas de catastrophe naturelle. Ce manuel est entre les mains de tous les repré-

sentants résidents et est à la disposition des délégations qui désirent se le procurer.

74. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remarque que, du fait de l'absence de certaines délégations, la proposition du représentant de la France soulève quelques difficultés. Cela étant, il serait préférable d'approuver cette proposition et de consulter ensuite les délégations absentes.

75. Le PRESIDENT note qu'il y a assentiment général et propose que tous les membres présents se portent auteurs du projet de résolution présenté au Conseil (E/L.1161), étant entendu que les délégations absentes seront consultées dès que possible pour savoir si elles désirent se joindre à eux.

*Il en est ainsi décidé.*

*A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.*

76. Le PRESIDENT remercie les membres du Conseil de leur prompt réaction et exprime l'espoir que, par-delà le réconfort moral qu'il apportera aux populations sinistrées, le texte adopté pourra être suivi de mesures pratiques. Des mesures seront prises pour que ce texte soit transmis dans les délais les plus brefs aux Gouvernements de l'Irak et de la République arabe syrienne.

#### Organisation des travaux

77. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) dit que le Conseil ne pourra terminer à la fin de la semaine l'examen des questions relevant du domaine social et qu'il serait très difficile de renvoyer ces questions à la session suivante. Le Secrétariat propose donc que les réunions du Comité social se poursuivent régulièrement pendant toute la semaine et, si nécessaire, jusqu'au début de la semaine suivante, étant entendu que le Conseil terminerait à la fin de la semaine l'examen de tous les autres points de l'ordre du jour et tiendrait ensuite une séance supplémentaire pour étudier les rapports du Comité social.

78. Le PRESIDENT demande aux délégations de se consulter à ce sujet pour que le Conseil puisse prendre une décision à sa prochaine séance.

*La séance est levée à 18 h 35.*